

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 25/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2025

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIERE DE RIVOLET

Cerf favre
69640 Denicé

Références : UDR-SSDAS-25-197-FM
Code AIOT : 0006101405

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2025 dans l'établissement CARRIERE DE RIVOLET implanté SERFAVRE 69640 Rivolet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le programme 2025 du Plan Pluriannuel de Contrôle des ICPE ainsi que dans l'action régionale sur la stabilité géotechnique des carrières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE DE RIVOLET
- SERFAVRE 69640 Rivolet
- Code AIOT : 0006101405
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La SNC Carrière de Rivolet a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches massives (porphyres et gneiss) sur la commune de Rivolet, par arrêté préfectoral du 18/10/2013 pour une durée de 30 ans.

À la date de l'AP, le gisement a été estimé à 18 000 000 tonnes, à ce jour il reste encore 12 000 000 tonnes de gisement. Le rythme d'extraction est de 460 000 tonnes/an en moyenne et 600 000 t/an au maximum. Aucun matériau extérieur n'est accepté au sein de l'emprise de la carrière de Rivolet. Les matériaux de découverte estimés à 615 000 m³ à la date de l'AP sont mis en dépôt sur une verse dans le secteur nord ouest de la carrière. Le volume de stérile étant plus important que prévu à la date de l'AP, la verse à stérile ne permettra pas d'accueillir tous les matériaux impropres à la commercialisation. Dans ce contexte, l'exploitant réfléchit actuellement à une modification du profil topographique de la verse tel que prévu dans le dossier de demande d'autorisation de février 2012, et à des solutions permettant, notamment, de mieux valoriser les matériaux extraits à proximité de la faille.

L'exploitant adressera ainsi un porter à connaissance courant 2026.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 4

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Sécurité du public	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 7.6	Sans objet
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 12	Sans objet
3	Stabilité de la verse	Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 22.2	Sans objet
4	Eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 11.3.2	Sans objet
5	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 15.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant réalisera sous 6 mois une étude géotechnique des fronts de taille et de la verse à stérile.

La périodicité de réalisation des visites géotechniques sera déterminée en accord avec l'Inspection des installations classées.

L'exploitant justifiera dans un rapport que l'ensemble des recommandations émises par les différentes études et suivis géotechniques a été pris en compte. Ce rapport est transmis à l'Inspection avant le mois de juillet de l'année 2026.

Enfin, l'exploitant justifiera sous 2 mois des dispositifs mis en œuvre pour limiter les accès et signaler le danger au niveau de la verse à stérile sur le chemin CR 47.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 7.6
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Durant les périodes d'exploitation et de remise en état, ce plan est mis à jour au moins une fois par an par l'exploitant et envoyé à l'inspection des installations classées. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,- les bords de la fouille,- les cotes d'altitude des points significatifs,- les zones remises en état,- des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection en amont de la visite le dernier plan d'exploitation daté du 01/04/2025. Ce point de contrôle n'appelle pas de remarques particulières.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Retombées de poussières
Prescription contrôlée : [...] En aucun cas, la teneur en poussière des gaz émis ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm3. [...] L'exploitant met également en place un réseau de mesure des retombées de poussières dans l'environnement, sur quatre points de mesures (points 1, 2, 3 et 4), localisés sur la carte figurant en annexe 6, à proximité des zones habitées, sous les vents dominants.

<p>Les mesures de retombées de poussières sont effectuées une fois par an, en période sèche, aux frais de l'exploitant, pendant une période continue d'exploitation de 15 jours et par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. [...]</p> <p>Les paramètres suivants sont analysés : concentration en PM10, concentration de la fraction alvéolaires, concentration en silice cristalline (quartz, cristobalite et tridymite).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni en amont de l'inspection les rapports des mesures des retombées atmosphériques de 2024. Les mesures sont conformes aux paramètres définis dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Ce point de contrôle n'appelle pas de remarques particulières.</p> <p>Par ailleurs, il a été vérifié que l'exploitant réalise tous les ans une campagne de mesure de la silice cristalline.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Stabilité de la verse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 22.2</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Stabilité géotechnique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de prévenir tout risque sur l'environnement, la verse est aménagée selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - hauteur des couches de remblaiement : les matériaux sont régalés par couches horizontales d'une hauteur de deux mètres du bas vers le haut : - la pente de talutage définitif est de 35° environ, soit une pente des talus égale à 2/3. cette pente pourra être obtenue au final par régalage à la pelle hydraulique ; - les banquettes ou risbermes d'une largeur minimale de 8 mètres sont mises en place à chacun des niveaux de remblaiement de 10 mètres.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté au niveau de la verse que l'exploitant a bien suivi les prescriptions de l'étude de la stabilité avec une partie aval de la verse déjà réaménagée et végétalisée, ce qui contribue à la stabilité de la verse et à limiter l'érosion des remblais.</p> <p>Néanmoins, la dernière analyse de la stabilité de la verse a été menée en 2010.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La dernière analyse de la stabilité de la verse ayant été menée en 2010, il est demandé à l'exploitant d'actualiser cette analyse sur la stabilité de la verse et de l'étendre à la stabilité des fronts de taille.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 11.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Les eaux du site sont rejetées par un unique émissaire. Elles respectent en sortie les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le pH compris entre 6 et 8,5 ;- la température des eaux du site rejetées ne doit pas entraîner une élévation de température des eaux réceptrices incompatible avec la vie salmonicole ;- les matières en suspensions totales (MEST) ont une concentration inférieure à 25 mg/l de novembre à avril et 35 mg/l le reste du temps (norme NF EN 872);- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 30 mg/l (norme NFT 90 101) ;- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l (norme NF EN ISO 9377-2 et NF EN ISO 11 423-1) ;- Le taux d'oxygène (100 % du temps) est supérieur à 8 mg/l, ou 90 % de saturation. Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. L'exploitant fait procéder annuellement à la vérification du respect de ces valeurs limites en concentration, par un organisme extérieur indépendant spécialisé.
Constats : L'exploitant a fourni en amont de l'inspection le rapport des mesures de la qualité des eaux souterraines réalisées le 29/10/2024. Les mesures sont conformes aux paramètres définis dans l'arrêté préfectoral et n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué en séance que le curage annuel des 2 séparateurs-déshuileurs était programmé le 07 juillet 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 15.2
Thème(s) : Risques accidentels, Tirs de mines
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser un contrôle des vibrations émises dans l'environnement, pour chaque tir, par une personne ou un organisme qualifié choisis en accord avec l'inspection des installations classées. Les mesures sont effectuées en deux points : 1 et 2 localisés sur la carte figurant en annexe 8. [...] Lorsqu'un enregistrement fait apparaître un dépassement de la vitesse particulaire pondérée

<p>autorisée (10 mm/s), l'exploitant le fait parvenir à l'inspection des installations classées, accompagné d'un commentaire sur ce dysfonctionnement et des dispositions prévues pour que celui-ci cesse.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre des tirs de mines sur l'année 2025 a été présenté à l'Inspection des installations classées. La vitesse particulière pondérée maximale relevée est de 3,24 mm/s lors du tir du 26/03/2025.</p> <p>La surveillance des vibrations avec les sismographes et la réalisation des tirs sur le site de la carrière sont sous-traitées à la société EPC France.</p> <p>L'analyse du registre n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Sécurité du public

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Accès</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté l'absence de panneaux signalant les dangers inhérents à une intrusion sur le périmètre en exploitation de la carrière, au niveau du portail séparant la partie de la verse réaménagée de la verse en cours d'exploitation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au niveau du chemin d'accès à la verse réaménagée, dénommé CR 47, l'exploitant justifiera de la mise en œuvre de dispositifs pour interdire l'accès aux zones dangereuses (i.e les zones en exploitation) et signaler le danger encouru.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>